
Touchées par des barrages : des femmes qui luttent pour ne pas se noyer

Cause et conséquence d'un barrage

Le personnel de l'entreprise arriva
Et dit qu'il n'allait rien se passer
Soudain, une surprise
Les parents s'insurgèrent
Les filles se firent belles
Parce que plus de 4 000 hommes
Arrivèrent
[...]
Quelques unes se livrèrent
Et reçurent plein de serments
Ils dirent qu'ils avaient des motos et des autos
Beaucoup d'argent
Et que cela finirait
Par un mariage
Mais quelque chose tourna mal
Après l'aventure
Le ventre commence à grossir
Et la souffrance arrive
Avec le bébé sur les bras
Sans aide aucune [...]

Rosa Aguiar (A vida dos povos atingidos por barragens em poesia .São Paulo : Ecole Nationale de Formation Politique du MAB, 2010.)

La lutte des communautés touchées par les barrages apparaît au cours des années 80 quand, au Brésil, on construit des barrages pour produire de l'énergie électrique et satisfaire la demande due au processus d'industrialisation du pays. Dans ce contexte, le combat des personnes affectées surgit comme une nécessité, pour qu'elles fassent valoir leurs droits face à l'État brésilien et aux entreprises.

L'organisation du Mouvement des personnes lésées par les barrages (MAB, selon son sigle en portugais) naît comme un chemin possible pour que les populations affectées aient un espace sur la scène historique. L'objectif du MAB est de dénoncer la politique du secteur électrique et de s'y opposer. Pourtant, la lutte ne suffit pas pour garantir les droits des personnes touchées. En plus de dénoncer le modèle de production et de consommation d'énergie et de lutter contre la violation des droits, le mouvement cherche à discuter de la nécessité de formuler un nouveau Projet Énergétique Populaire, où la base de l'analyse soit de comprendre pour quoi et pour qui on veut de l'énergie.

Le modèle d'implantation de barrages en vigueur au Brésil « a favorisé de façon récurrente de graves violations des droits de l'Homme, dont les conséquences finissent par accentuer les graves

inégalités déjà existantes, se traduisant par des situations de misère et de déstructuration sociale, familiale et individuelle » selon le Conseil pour la défense des droits de la personne humaine (CDDPH) (1).

Nous pouvons affirmer que les femmes affectées par les chantiers sont celles qui souffrent le plus des situations de conflits et de la déstructuration sociale familiale et individuelle causées par la construction des barrages, alors que « normalement », dans la société brésilienne, elles pâtissent déjà du sexisme.

En partant de ces données, nous nous sommes mis à réfléchir plus profondément, à l'intérieur du mouvement (MAB), sur la façon dont ce modèle de production d'énergie influe sur la vie des femmes affectées par la construction de barrages. Et les grandes questions dont nous discutons sont : outre l'inégalité historique vécue par les personnes de sexe féminin, quelles sont les principales violations dont souffrent les femmes touchées ? Quel est le rôle des femmes dans les processus de déplacement forcé dû aux barrages ? Quels sont les principaux défis auxquels doivent faire face les femmes dans leur combat de résistance ?

Les conséquences principales pour la vie des personnes affectées par les barrages et qui, en particulier, touchent davantage les femmes, sont de deux sortes : l'une, économique, est due à la perte de la terre, à la baisse du revenu familial vu que les postes de travail disparaissent, aux relations de production et de commercialisation déjà établies, aux activités variées qui sont décimées par l'inondation due au lac. L'autre est émotionnelle et affective, car les femmes voient disparaître leurs lieux de vie, toutes leurs relations avec l'environnement sont rompues, les structures et les relations communautaires sont détruites, les habitudes culturelles doivent être abandonnées et les femmes souffrent de l'insécurité qui naît de la nécessité d'aller vivre ailleurs, préoccupées qu'elles sont par la vie de leurs enfants et de toute la famille.

Les barrages ne causent pas de dégâts que chez les « riverains ». L'impact de la migration de milliers de personnes vers la région du chantier, comme cela se passe sur ceux de Santo Antonio et Jirau (Rondônia), ont affecté les services publics de santé, de logement et d'éducation de toute la localité. Autres éléments graves : l'augmentation de la prostitution, du nombre de grossesses précoces et de mères célibataires, situation qui touche directement les femmes, et la déstructuration des familles. Nous ne pouvons pas non plus omettre de mentionner la destruction de l'environnement.

LES FEMMES LUTTENT. Ce qui nous encourage c'est que, même s'il n'y paraît pas, les femmes affectées ont toujours lutté. L'indigène Tuira de l'Etat de Pará en est un des symboles. En 1989, Electronorte réalisa une audience publique pour discuter de la construction de l'usine Kararaô (qui serait financée par la Banque mondiale). Pendant la réunion, tandis que les guerriers *caiapós* criaient « Kararaô va noyer nos enfants ! », Tuira prit l'initiative, se jeta sur le président d'alors d'Electronorte, José Muniz Lopes, et le menaça en lui appuyant la lame de son couteau sur le visage. Cette action contribua à interrompre le projet de centrale pendant dix ans, et fit aussi que la Banque mondiale suspendît le financement de la construction.

En plus de Tuira, dans l'histoire de lutte et de résistance du Mouvement des personnes affectées par les barrages nous comptons beaucoup de guerrières. Les femmes qui luttèrent pour défendre leurs droits au barrage de Machadinho et qui affrontèrent bien des fois la police, celles de Barra Grande qui furent les héroïnes de la lutte, celles qui furent arrêtées dans la lutte des affectés de Tucuruí, celles qui empêchent que les fonctionnaires des entreprises pénètrent dans les communautés où il y a des projets de barrages à Bahía, les femmes affectées par les centrales

hydroélectriques de Rondônia qui affrontent les fonctionnaires des grandes entreprises de la capitale, toutes les femmes mères qui souffrent en voyant que leurs filles se prostituent, se retrouvent enceintes et deviennent des mères célibataires trompées par les ouvriers, mais qui ne les abandonnent pas, les femmes qui pleurent pour la perte de la terre des communautés.

Le grand défi est que les femmes soient chaque jour plus reconnues et valorisées. Pour cela, de façon très courageuse, il faut lutter pour la justice, l'égalité sociale et entre les sexes, pour que les femmes et les hommes soient les sujets d'une nouvelle histoire.

L'eau et l'énergie ne sont pas des marchandises !

Mouvement des personnes lésées par les barrages, article envoyé par Sonia Mara, sdjsonia@yahoo.com.br, <http://www.mabnacional.org.br/>

(1) Le CDDPH est un organisme étatique brésilien qui équivaut à la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'OEA (Organisation des États américains) et à la Commission des droits de l'homme de l'ONU (Nations unies). Le conseil fut créé le 16 mars 1964 (Loi fédérale 4319) et ses membres sont les suivants : le Ministre de la Justice, un représentant du Ministère de Relations extérieures, des représentants du Conseil fédéral de la culture, un représentant du Procureur fédéral, le président du Conseil fédéral de l'ordre des avocats du Brésil, un professeur de droit constitutionnel et un professeur de droit pénal d'une des facultés fédérales, le président de l'Association brésilienne de la presse, le président de l'Association brésilienne de l'Éducation, des leaders de la majorité et de la minorité de la Chambre des Députés et du Sénat fédéral. Le Conseil a la capacité d'ordonner des enquêtes et des études pour évaluer l'efficacité des normes qui garantissent les droits des personnes qui figurent dans la Constitution fédérale et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) ; il peut recevoir des représentations qui dénoncent des violations des droits de la personne humaine, enquêter sur leur origine et prendre des mesures opportunes concernant des abus des particuliers ou des autorités qui en sont responsables.

Las muchachitas se arreglaron
Porque más de 4 mil hombres
llegaron
[...]
Algunas de ellas se involucraron
Y recibieron varias promesas
Les dijeron que tenían motos y autos
Mucho dinero
Y que terminarían en
casamiento
Pero algo salió mal
Después de la aventura
La barriga crece y viene la desolación
Con el hijo en brazos sin
Ninguna atención[...]

Rosa Aguiar (En: A vida dos povos atingidos por barragens em poesia. San Pablo: Escola Nacional de Formação Política do MAB, 2010.)

La lucha de las comunidades afectadas por represas nace en los años 80 cuando en Brasil se construyen represas para producir energía eléctrica y satisfacer la demanda del proceso de industrialización del país. En este contexto, la lucha de los/as afectados/as surge como una

necesidad, para hacer valer sus derechos ante el estado brasileño y las empresas

La organización del Movimiento de Afectados por Represas (MAB, por su sigla en portugués) nace así como un camino posible para que las clases populares, especialmente las poblaciones afectadas, tengan un espacio en el escenario histórico. El objetivo del MAB es denunciar y oponerse a la política del sector eléctrico. Pero no alcanza con la lucha para garantizar los derechos de los/as afectados/as. El Movimiento busca, además de denunciar el modelo de producción y de consumo de energía y luchar por los derechos violados, discutir la necesidad de la construcción de un nuevo Proyecto Energético Popular en el que la base del análisis sea comprender: energía para qué y para quién.

El modelo vigente de implantación de represas en Brasil “ha propiciado de forma recurrente graves violaciones de los derechos humanos, cuyas consecuencias terminan acentuando las profundas desigualdades sociales ya existentes, traducándose en situaciones de miseria y desestructuración social, familiar e individual” según el Consejo de Defensa de los Derechos de la Persona Humana (CDDPH) (1)

Podemos afirmar que las mujeres afectadas por las obras que, “normalmente”, en la sociedad brasileña, ya sufren con la desigualdad de género, son las que más sufren con las situaciones de conflictos y desestructuración social, familiar e individual causadas por la construcción de represas.

A partir de lo expuesto, en el movimiento pasamos a reflexionar más atentamente sobre cómo este modelo de producción de energía a través de la construcción de represas impacta en la vida de las mujeres afectadas. Y las grandes interrogantes que tenemos en discusión son: Además de la histórica desigualdad de género vivida por las mujeres, ¿Cuáles son las principales violaciones que sufren las mujeres afectadas? ¿Cuál y cómo es el papel de las mujeres en los procesos de desplazamiento forzado por las represas? ¿Cuáles son los principales desafíos que las mujeres deben enfrentar en la lucha de resistencia?

Las consecuencias principales en la vida de las personas afectadas por represas y que, en particular, afectan más a las mujeres son de dos clases: una es económica, por la pérdida de la tierra, del ingreso familiar debido a que los puestos de trabajo desaparecen; por las relaciones de producción y comercialización ya establecidas; por las variadas actividades que se eliminan a causa de la inundación del lago. Otra es emocional y afectiva, porque ven que sus lugares desaparecen, todas las relaciones en su entorno se deshacen, las estructuras y las relaciones comunitarias se destruyen, las costumbres culturales deben ser abandonadas y sufren la inseguridad de tener que ir a vivir a otro lugar, preocupadas por la vida de sus hijos y de toda la familia.

Las represas no provocan daños solo a los “riberños”. El impacto de la migración de miles de personas hacia la región de la obra, como está ocurriendo en las obras de Santo Antonio e Jirau (Rondônia), afectaron los servicios públicos de salud, habitación y educación de toda la población. Otro elemento grave es el aumento de la prostitución, del embarazo precoz y de las “madres solteras”- situación que afecta directamente a las mujeres, y la desestructuración de las familias. Tampoco podemos dejar de considerar la destrucción del medio ambiente.

Las mujeres luchan

Lo que nos anima es que, aún sin aparecer, las mujeres afectadas siempre lucharon. La indígena Tuíra del Estado de Pará es uno de los símbolos de estas mujeres. En 1989 Eletronorte realizó una audiencia pública para discutir la construcción de la usina Kararaô (que sería financiada por el Banco

Mundial). Durante la reunión, mientras los guerreros caiapós gritaban "¡Kararaô va a ahogar a nuestros hijos!", Tuíra tomó la iniciativa, se abalanzó sobre el entonces presidente de Eletronorte, José Muniz Lopes, y lo amenazó apoyando la hoja de un cuchillo en su rostro. Esta acción contribuyó a interrumpir el proyecto de la central durante diez años y también hizo que el Banco Mundial suspendiera la financiación de esa construcción.

Además de Tuíra, en la historia de lucha y resistencia del MAB, contamos con muchas guerreras. Las mujeres que lucharon para defender sus derechos en la Represa de Machadinho y que muchas veces enfrentaron a la policía; las de Barra Grande que fueron las protagonistas de la lucha; las que fueron detenidas en la lucha de los afectados de Tucuruí; las que impiden que los funcionarios de las empresas entren en las comunidades donde hay proyectos de represa en Bahía; las mujeres afectadas por las hidroeléctricas en Rondônia que enfrentan a los funcionarios de las grandes empresas de la capital; todas las mujeres madres que sufren al ver que sus hijas se prostituyen, quedan embarazadas y son madres solteras engañadas por los obreros, pero que no las desamparan; las mujeres que lloran por la pérdida de la tierra, de las comunidades.

El gran desafío es que las mujeres sean cada vez más reconocidas y valorizadas. Por eso, de forma muy valiente, es necesario luchar siempre por justicia, igualdad social y de género, para que las mujeres y los hombres sean sujetos de una nueva historia.

¡Agua y energía no son mercaderías!

Por: MAB (Movimiento de Afectados por Represas), enviado por Sonia Mara, correo electrónico: sdjsonia@yahoo.com.br, <http://www.mabnacional.org.br/>

(1) El CDDPH es el organismo del estado brasileño, equivalente a la Comisión Interamericana de Derechos Humanos de la OEA (Organización de los Estados Americanos) y a la Comisión de Derechos Humanos de la ONU (Naciones Unidas). El consejo fue creado por la Ley federal 4.319 del 16 de marzo de 1964 y está formado por los siguientes miembros: Ministro de Justicia, Representante del Ministerio de Relaciones Exteriores, Representantes del Consejo Federal de Cultura, Representante de la Procuraduría Federal, Presidente del Consejo Federal de la Orden de los Abogados de Brasil, Profesor Catedrático de Derecho Constitucional y Profesor Catedrático de Derecho Penal de una de las Facultades Federales, Presidente de la Asociación Brasileña de Prensa, Presidente de la Asociación Brasileña de Educación, Líderes de la Mayoría y de la Minoría de la Cámara de Diputados y del Senado Federal. El Consejo tiene competencia para promover averiguaciones, investigaciones y estudios para evaluar la eficacia de las normas que aseguren los derechos de la persona humana, inscripto en la Constitución Federal, en la Declaración Universal de los Derechos Humanos (1948), pudiendo recibir representaciones con denuncias de violaciones de los derechos de la persona humana, averiguar su procedencia y adoptar medidas oportunas referentes a abusos de los particulares o de las autoridades responsables de ellas.